

Lettre ouverte... et insoumise

À nos ami-es qui ont choisi de « Faire Saint-Denis en commun », et à celles et ceux qui hésitent encore.

Nous sommes quatre des cinq élu-es insoumis-es du groupe « Rouge et vert-insoumis » du conseil municipal de Saint-Denis. Ce groupe réunit en outre, deux camarades membres d'Europe Écologie les verts, un camarade d'Ensemble! et un militant aussi actif que non-encarté.

Cependant, ce texte n'engage que nous. Nous voulons y exposer à quiconque aura la patience de nous lire, les raisons qui ont gouverné notre choix de soutenir sans réserve, la candidature de notre camarade et ami Bally Bagayoko, cinquième insoumis du groupe.

En effet, Bally a été désigné le 31 août dernier tête de liste d'un large rassemblement de Dionysiennes et Dionysiens, auquel la France Insoumise de Saint-Denis a décidé d'apporter tout son soutien : « Faire Saint-Denis en commun ». Ce rassemblement est en campagne depuis maintenant plus d'un mois. Ses premières initiatives publiques, telle celle qui a rassemblé plus de cent jeunes de la ville le 18 octobre, sont de véritables succès.

Cela montre l'attente forte pour une démarche affirmée de défense des classes populaires ajustée à notre époque, un projet politique novateur qui se définit lui-même ainsi : *« Nous sommes un collectif citoyen soutenu par la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon et conduit par Bally Bagayoko. Notre projet, pour les élections municipales, est ouvert à toutes celles et tous ceux qui veulent le changement par et pour les habitant-es. »*

Nous sommes engagé-es dans de nombreuses mobilisations populaires, des plus globales aux plus quotidiennes. Nous vivons aux quatre coins de Saint-Denis : l'union des quartiers fait la force!

Nous refusons de capituler face aux projets qui prétendent transformer notre ville au détriment de ses habitant-es. Nous voulons un Saint-Denis fidèle à ses traditions d'égalité et de solidarité. Pour préserver et améliorer véritablement la commune populaire que nous aimons, il faut rompre avec la logique des spéculateurs et des pollueurs, pour répondre aux urgences écologiques, sociales et démocratiques. Notre ville n'est pas à vendre!

Notre projet va au-delà des élections municipales. Nous voulons une démocratie permanente garantissant l'implication des habitant-es pour bâtir, à chaque étape, l'avenir de notre ville.

Cette souveraineté populaire reconquise est la première étape d'une révolution citoyenne porteuse d'espoir. Ensemble, de toutes nos couleurs, de tous nos quartiers, de tous nos combats, nous pouvons être bien plus qu'une municipalité, nous pouvons être une commune. »

Nous nous reconnaissons pleinement dans cette démarche. Aussi, à l'heure où certains se posent des questions à son propos, nous avons aussi voulu répondre tant aux inquiétudes sincères qu'aux soupçons infondés. C'est pour nous l'occasion d'esquisser un bilan politique de nos bientôt six ans de mandat.

Dans quel monde vivons-nous !?

La « révolution » néolibérale dans laquelle la prise du pouvoir par Macron nous a précipité-es, présente un aspect spectaculaire côté scène. Les bouleversements qu'elle provoque en coulisses le sont moins mais leur portée est aussi à prendre en compte pour comprendre et agir, résister et se défendre là où nous vivons. Ici et maintenant.

Côté spectacle on a été servi. La répression inouïe du mouvement des gilets jaunes, avec son cortège de manifestant-es blessé-es, d'arrestations arbitraires, d'enrôlement massif des forces de l'ordre dans une logique d'état de siège, est totalement inédite à l'échelle de l'histoire récente. Elle n'est cependant que la partie visible de l'iceberg. Depuis des mois, dans l'ombre de ces images inquiétantes complaisamment fabriquées par les gros médias, ce sont des centaines de syndicalistes, de lanceurs d'alerte, d'activistes écologistes, d'acteurs associatifs de toutes sortes, de militantes des droits des femmes, qui sont intimidés, mis à pied, gardés à vue,

convoqués en conseil de discipline ou au commissariat du coin, mutés, harcelés, placardisés, licenciés, accusés de fautes graves assorties de dernier avertissement avant licenciement, d'outrages, de rebellions pour un oui ou un non.

Pour faire bonne mesure, il convient d'attiser le racisme, et singulièrement de déchaîner une islamophobie infecte, parce qu'il s'agit de faire bonne diversion et surtout bonne division.

Ce déchaînement répressif au travail, dans les quartiers, dans les manif est indispensable à la mise en oeuvre du casse du siècle. Assurance chômage, retraites, pans entiers de services publics ou des entreprises publiques... mais aussi budget des communes, font l'objet d'un racket gigantesque au profit des « premiers de cordée », affamés d'investissements créateurs de richesses égoïstes, de dividendes vite évadés et certainement pas d'emplois, en un mot : des capitalistes.

En résumé, l'Etat, après avoir longtemps prétendu jouer de façon plus ou moins crédible le rôle d'arbitre, change brutalement de registre. Il se précipite sur le terrain, rejoint ouvertement l'équipe du Medef et multiplie les tacles passibles de carton rouge.

La situation est certes déconcertante, mais elle crève les yeux. Or, que font les ex-« grand partis » de gauche dans ces circonstances? Ils en appellent à un arbitre qui n'existe plus.

La folie du moment néolibéral c'est ça : les joueurs de l'équipe « travail » qui se font tabasser par ceux de l'équipe « capital » avec l'ex-arbitre/Etat à sa tête et leurs coachs de la vieille gauche qui, englués par des décennies de co-gestion, sidérés par l'implosion des règles du jeu, continue comme avant... comme si de rien n'était.

En ces circonstances, il est urgent de se passer de coach, de reprendre nos affaires en main, il est également urgent de traiter l'ex-arbitre pour ce qu'il décide d'être désormais : un adversaire à part entière.

L'État d'aveuglement

On exagère ? On se laisse aveugler par les excès attribués par le concert médiatique à Jean-Luc Mélenchon en particulier et aux insoumis en général ? Nous disons que l'aveuglement est ailleurs. L'aveuglement, c'est le député Stéphane Peu, membre du PCF adressant une lettre au ministre de l'intérieur afin qu'il protège les « bons » manifestants, alors que ce ministre réprime sauvagement l'ensemble des manifestants depuis des mois. Comme si de rien n'était.

L'aveuglement, c'est le président de territoire Patrick Braouezec (PCF?), appelant à voter Macron dès le premier tour de la présidentielle, s'affichant ouvertement avec un candidat LREM à la législative qui suit, assumant une vice-présidence à la Métropole sous un président de droite. Comme si de rien n'était.

L'aveuglement, c'est le maire PCF Laurent Russier validant la contractualisation avec l'État. Ce distinguant ainsi de nombreux maires communistes qui ont eux refusé de brader la souveraineté populaire au profit et selon les termes de la dictature comptable. Comme si de rien n'était.

« Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire », disait Jean Jaurès. La vérité, c'est que l'État néolibéral, l'État-Macron a déclaré la guerre en gros et en détail à notre territoire, à notre commune et à ses habitant-es. La vérité, c'est que quelqu'un qui décide de nous déclarer la guerre est notre ennemi.

Ce n'est même pas à nous, au fond, d'en décider, c'est un fait. Ce fait, il faut avoir le courage de le regarder en face et de le dire. Cela suppose de ne pas se laisser aveugler par la nostalgie de logiciens obsolètes.

Partout en France, parmi beaucoup d'autres, des militant-es communistes ont le courage de dire cette vérité et d'agir en conséquence. Ici, leurs chefs de file inventent une stratégie fantaisiste : discuter avec l'État comme avant, comme si de rien n'était.

C'est cette méthode qui est proposée pour affronter l'avenir : co-construire... comme si de rien n'était.

C'est aussi la méthode proposée par le PS. En fait, c'est la méthode proposée par tous ceux qui sont d'abord, non pas forcément inquiets pour leurs carrières de notables, mais certainement incapables de s'adapter aux coordonnées de l'époque. C'est là où la surdité s'ajoute à l'aveuglement : les records d'abstention mais également les déroutés électoraux hurlent aux oreilles de la vieille gauche de co-gestion en vain. On vend Solferino, on met *l'Huma* en liquidation mais on continue comme si de rien n'était.

Nous refusons de faire comme si de rien n'était. Nous refusons d'être entraîné-es dans cette course à l'abîme. Nous avons choisi de rejoindre la France Insoumise parce que sa première raison d'être est précisément de rassembler, d'organiser autour de cette idée forte : la nécessité d'adopter un logiciel nouveau, la révolution citoyenne, apte à être le nouvel outil d'auto-défense des classes populaires. Comme tout outil, celui-ci a ses limites, comme tout outil, il doit être critiqué et ajusté, comme tout outil, il est le fruit d'une réflexion théorique, mais et surtout, comme tout outil, il doit être utile, c'est à dire offrir une prise sur le réel.

Quand nous dénonçons les velléités de co-gestion, de co-construction (le second terme n'étant que l'équivalent novlangue du premier), nous parlons de choses très concrètes et qui nous percutent de très près.

Ainsi, à Pleyel, la co-construction avec l'État d'un nouvel échangeur fait l'unanimité dans le conseil municipal majorité et opposition confondus. Mais c'est sans nous, qui considérons qu'il s'agit de co-destruction de la santé des habitant-es.

Ainsi, au Franc-Moisin, la co-construction avec l'État du remodelage du quartier fait la même quasi-unanimité. Mais c'est à nouveau sans nous, puisque pour le coup il s'agit littéralement d'un accord de co-destruction de logements sociaux et donc de bannissement d'une partie des habitant-es.

Minoritaires dans la majorité : on assume

Aujourd'hui, une autre unanimité se fait, encore plus large. Du PCF au PS, en passant par les bouts de droite errant en ville et sur les réseaux sociaux, beaucoup s'accordent pour nous enjoindre d'assumer d'avoir voté un pourcentage élevé de décisions municipales. Nous le faisons bien volontiers, parce que c'est parfaitement vrai. Pour deux raisons très simples et qui, ni l'une ni l'autre n'invalide la rupture de fond que nous venons d'exposer.

La première raison, c'est que 80% au moins des décisions votées en conseil municipal font l'unanimité, voire ne font même pas débat, parce qu'elles relèvent de considérations essentiellement techniques.

La seconde raison c'est que, quand la majorité de notre majorité propose quelque chose de juste, nous le votons avec enthousiasme. Que nous ayons été associé-es à l'élaboration du projet ou à peine consulté-es, nous refusons d'adopter les postures politiciennes et les polémiques d'opérette, sans parler des coups bas. Nous avons laissé tout cela à d'autres qui se reconnaîtront sans difficulté.

Elu-es de cette majorité, nous sommes fier-es des actes accomplis pour améliorer la vie des habitants. Il y en a eu de nombreux, parfois insuffisants et souvent limités dans leur portée par l'État néolibéral.

Ces actes sont la première cause de notre appartenance maintenue à cette majorité tout au long de ce long mandat. Ils en sont la cause positive, que nous ne développerons pas ici : chacun-e pourra se référer au bilan de mandature édité par la ville. Nous citerons néanmoins succinctement quelques uns d'entre eux qu'incontestablement nous partageons avec le PCF, à travers des réalisations et des orientations portées depuis 2014. Ainsi, nous sommes fier-es d'avoir, dans un contexte d'austérité, maintenu avec la majorité actuelle l'accueil du matin dans les écoles ou les quatre centres de santé municipaux. Nous sommes fier-es d'avoir contribué à

l'édification de nouveaux équipements publics (mairies annexes, conservatoire, etc.) utiles aux Dionysiens et Dionysiennes. Nous sommes fier-es d'avoir porté avec cette majorité des mesures telles que la bourse étudiant-solidaire qui a permis à plusieurs centaines d'étudiant-es de s'engager durant ces 6 ans dans le tissu associatif en bénéficiant de 1500 euros. Citons aussi les dispositifs «Atout sport» qui facilite l'accès au sport des enfants par la prise en charge de la licence ou «Atout jeunes» qui accompagne financièrement les projets de plus de 300 jeunes Dionysien-nés. Nous ne renierons évidemment pas ces actions et ces mesures qui parmi d'autres montre une réelle volonté de défense des services publics et de justice sociale.

La seconde cause de notre obstination à ne pas quitter cette majorité, en dépit des trésors d'argumentation de nombre de nos camarades et amis, c'est que nous avons pris au sérieux un truc tout bête : les habitant-es nous ont confié un mandat. Quelles que soient les difficultés, nous avons pour obligation de le respecter jusqu'au bout. Et ces difficultés ont souvent été importantes en terme d'énergie dépensée à défendre ce qui aurait dû aller de soi. Face à une majorité de la majorité sur la défensive et peu volontaire pour changer ses pratiques politiques, alors même qu'en 2014 le vent du boulet n'était pas passé loin, les militant-es et les élu-es Insoumis-es se sont retrouvé-es en position de défendre parfois seul-es les précieuses réalisations d'un communisme municipal légué par des générations de militants qui, dans l'adversité, ont construit l'identité remarquable de cette commune. Une identité pétrie de solidarités, de combativité et de fiertés populaires. En somme, une identité, insoumise avec constance à la raison des classes dominantes et donc à la raison d'État. En tant qu'actuel-les habitant-es et élu-es, ce fut d'ailleurs le premier principe de notre engagement au sein de cette équipe municipale : être fidèles à leur mémoire et défendre un héritage auquel nous croyons, non par nostalgie mais parce qu'il est un rempart contre les politiques néolibérales qui mettent à mal nos vies.

Empêcheurs de brader en rond

La troisième cause est moins positive et renvoie en partie à la seconde. Nous avons, avec des échecs mais aussi quelques réussites, décidé de jouer les empêcheurs de brader en rond. Sans être particulièrement naïfs, nous ne nous attendions pas à ce qu'un certain nombre de principes élémentaires relevant du patrimoine commun de la gauche en général et des habitant-es de cette ville en particulier soient mis en cause. Ce n'était pas prévu au départ, rien de prémédité dans ce que nous allons exposer, bien au contraire puisque nous aurions largement préféré que les causes de notre modeste utilité dans ces circonstances n'aient juste jamais existé.

Ainsi, nous nous sommes trouvé-es dans la situation de contribuer à empêcher ou au moins de dénoncer :

- la décision d'appeler la police pour évacuer une école occupée pacifiquement par des personnels et des parents d'élèves qui entendaient protester sur le fait que l'une des camarades de leurs enfants dormait à la rue avec ses parents ;
- la proposition d'augmenter le temps de travail (en supprimant des jours de congé) des personnels municipaux, dont le pouvoir d'achat est gelé depuis une décennie par les gouvernements successifs. Peut-on croire qu'elle était en mesure de lutter contre l'absentéisme ? Heureusement que la grève des personnels, que nous avons soutenue, fut victorieuse;
- la privatisation de services municipaux parce qu'« il faudrait repenser le périmètre du service public » ;
- l'envoi de la police municipale contre un piquet de grève d'agents municipaux en grève depuis deux mois ;
- le fait qu'aucun dispositif de tarif dégressif tenant compte des revenus n'ait été sérieusement étudié avant la mise en place du stationnement payant ;
- le non respect de la parole donnée à des parents d'élèves, en acceptant dans un premier temps et conformément aux résultats d'une consultation, que la nécessaire extension d'une école donne-

rait lieu à la création de deux établissements à taille humaine, pour finalement décider, qu'une seule grosse école serait construite ;

- les multiples stratégies déployées pour noyer le poisson quand l'occasion s'est présentée d'arracher la gestion de l'eau publique à la multinationale Veolia ;

- la gouvernance d'une société d'économie mixte (foncière commerce) où la commune, bien qu'actionnaire ultra majoritaire est statutairement sous le contrôle d'actionnaires privés minoritaires... Nous ne pensons pas, *a priori*, devoir faire les lanceurs d'alerte. Placés dans cette situation, nous avons à chaque fois et en toute transparence, indiqué nos désaccords; nous les avons argumentés et documentés, et ce n'est qu'après avoir essuyé des refus nets que nous avons, en conscience et en responsabilité, rendu publiques nos positions dissidentes et contribué avec nos moyens aux mobilisations populaires qui prenaient légitimement le relai.

La gauche, l'amour... des preuves !

Le poète Pierre Reverdy a dit : « *Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour.* » Dans le même ordre d'idée, nous dirons à la lumière de notre expérience, qu'il n'y a pas de gauche, il n'y a que des preuves de gauche. Et qu'une majorité de gauche n'était pas à l'abri de dérapages, disons moins à gauche.

C'est là une autre raison essentielle pour laquelle nous avons rejoint la France Insoumise. Comme beaucoup de nos contemporains, et comme beaucoup de Dionysien-nes, nous sommes lassé-es des belles paroles et nous voulons des actes. Non pas des actes qui secourent des appareils et des coquilles de plus en plus vides mais des actes qui dépouvrissent concrètement le quotidien de notre camp social.

Les appels à l'unité qui émergent depuis des mois nous interpellent. S'y engouffrent et y cohabitent deux logiques qui ne se recourent pas totalement et qui ne sont pas toujours portées par les mêmes signataires. La première logique à laquelle nous pourrions souscrire renvoie à la nécessité de faire front commun face à la menace que ferait peser une droite renforcée, parce que reconfigurée par la macronie sur notre ville. La seconde relève de la sauvegarde des anciens instruments politiques de défense des classes populaires; là, désolés, mais ce n'est pas notre problème : nous n'en faisons pas partie. Attention, entendons-nous bien, nous considérons n'avoir aucun ennemi à gauche. Nous avons même un grand respect pour les militant-es sincères qui s'y trouvent et avec lesquel-les nous nous trouvons au coude à coude dans l'unité des luttes.

De ce point de vue, loin de nous le projet que nous attribue le député Stéphane Peu, de vouloir « *plumer la volaille communiste* ». Pour mémoire, rappelons que ce député a été élu avec les votes de nombreux Insoumis-es. En effet, alors que de nombreuses voix plaident pour une candidature Insoumise sur la deuxième circonscription du 93 aux dernières législatives, les Insoumis-es de Saint-Denis ont décidé de soutenir la candidature de Stéphane Peu. Pourquoi ? Parce que dans le contexte de l'époque, il ne pouvait être question de risquer la réélection d'un candidat socialiste dont le parti avait, durant un quinquennat entier, multiplié les attaques frontales contre les classes populaires.

Et puis, franchement, que veut dire « *plumer la volaille communiste* » ? Une commune n'est pas une plume. Ce n'est pas une parure, ni un fief. Ce n'est la propriété de personne en particulier, mais au contraire un bien commun. Et même le bien commun par excellence. On ne peut pas plumer, voler quelque chose à quelqu'un qui ne le possède pas. Le PCF ne possède pas Saint-Denis. Et les communistes qui s'y trouvent encore seront d'ailleurs sans doute les premiers à l'admettre.

« L'unité est un combat »... mais tous les coups ne sont pas permis

Mais nous ne nous arrêterons pas aux excès de langage de certains des champions autoproclamés, mais à la mémoire courte en ce qui concerne l'unité. Ces appels à l'union méritent le respect, donc une étude rigoureuse de leurs fondements et le rappel de quelques évidences.

Les Insoumis-es sont-ils contre l'unité par principe ? Pas du tout. Dans la rue comme dans les urnes, nous pensons que l'unité la plus large doit se faire pour battre la droite, l'extrême droite mais aussi ceux qui, derrière un masque « de gauche » appliquent des politiques qui nous pourrissent la vie. Ceci étant dit, comme nous l'avons vu, notre amour de l'unité a été mis à rude épreuve depuis le début du mandat, et plus particulièrement depuis février dernier.

Nous avons en effet découvert après coup, que le candidat, la figure imposée du rassemblement unitaire de la vraie gauche à Saint-Denis serait Laurent Russier. Nous nous sommes prêtés à trois rencontres avec des représentants de cette candidature, qui n'ont rien donné, puisque du point de vue du PCF le préalable était notre acceptation de cette candidature.

L'argument principal invoqué pour valider ce préalable est : « un maire sortant, ça se représente ». Sauf que Laurent Russier n'a pas été élu par les habitant-es de Saint-Denis. Même si, en réalité, aucun maire ne l'est puisque formellement l'élection du maire se fait par les conseillers municipaux. Ça, c'est la règle. Même cette règle dit quelque chose d'intéressant : finalement, le maire est un conseiller municipal comme tous les autres à qui ces derniers confient, par délégation, un pouvoir supplémentaire. Partant de là, on peut imaginer qu'une candidature de maire s'envisage et se discute collectivement dans le cadre d'un rassemblement... unitaire. Poursuivant ce chemin, on pourrait même avoir l'audace de considérer que tous les aspects de cette incarnation démocratique soient mis sur la table. Que, dans cet ordre d'idée, l'urgente nécessité de reconquérir le soutien de celles et ceux qui, dans nos quartiers, se sont éloigné-es de la participation démocratique nécessite sûrement un peu plus d'imagination que l'application de recettes d'une autre époque.

Crier au loup... avec les loups ?

Si l'on fait abstraction de cette question, très discutable comme on l'a vu, de la prime au sortant, il faut néanmoins se pencher sérieusement sur un autre trait récurrent des successifs appels « citoyens » à l'unité. Ceux-ci veulent convaincre les Insoumis-es de rentrer dans le rang, en mobilisant pour principal argument le risque de faire basculer la ville à droite. Ce « *à droite* » englobant aussi bien Mathieu Hanotin (PS) ou Alexandre Aïdara (LREM).

Sans y passer plus de quelques lignes, nous voulons quand même signifier que nous ne partageons pas cette caractérisation de Mathieu Hanotin ni surtout des militant-es qui l'accompagnent. On peut qualifier Mathieu Hanotin de frondeur à éclipse, voir d'intermittent de la gauche, d'élu municipal irrespectueux des électeurs parce qu'immédiatement démissionnaire au lendemain des municipales de 2014, mais de là à le ranger « *à droite* » c'est un débat trop compliqué pour être évacué en une formule. D'autant qu'avec Mathieu Hanotin se trouvent des militants sincèrement socialistes. Ils et elles ont, bien sûr leur part de responsabilité, puisqu'il faut prendre au sérieux leur engagement, dans les politiques catastrophiques pour les classes populaires menées par le PS. Et même si la situation pourrait être moins confuse (comme nous le verrons plus loin) il convient a minima de leur reconnaître que, pour la plupart, ils n'ont quand même pas mérité ce qualificatif « de droite » applicable sans réserve à un Manuel Valls.

Mais revenons à nos moutons. Après 2012, le principal clou enfoncé dans le cercueil du Front de gauche fut, au plan national les accords passés entre l'appareil du PCF et celui du PS. Au plan local, ces accords entre le PCF et le PS ont eu pour résultat de contraindre Bally Bagayoko à se retirer dans l'entre-deux tours des élections départementales de 2015 et de faire passer... Mathieu Hanotin. Du coup, on comprend mal cette soudaine alerte face à un PS que le PCF passe son temps à privilégier dans ses accords, comme à Paris. En outre, le PCF est-il le rempart le plus efficace contre la droite ? En 2014, à Bobigny et au Blanc Mesnil, le rassemblement unitaire derrière le PCF s'est soldé par

une victoire de la droite. A l'inverse, la reconquête de députés *vraiment* de gauche sur les circonscriptions de Saint-Ouen/Epina/Saint-Denis-sud/L'Île-Saint-Denis (le PCF n'y ayant d'ailleurs pas ménagé sa peine au premier tour contre Eric Coquerel le candidat de la FI), mais aussi de Saint-Denis/Pierrefitte/Villetaneuse, est largement à mettre au crédit de la France Insoumise. De même, lors des dernières élections européennes, à Saint-Denis, le candidat PCF soutenu par le député et le maire finit très loin de la liste de la candidate de la FI, seule liste en mesure de contester la domination de la liste macroniste sur la ville. Mais reprenons ces questions dans l'ordre et avec plus de précisions.

Le loup de droite !

Aux élections européennes, La République En Marche réunissait 2330 voix, juste devant la France Insoumise avec 2288. Venaient ensuite EELV : 2143, le RN : 1918, le PCF : 1420, le PS : 1029, GénérationS : 1011. Par rapport aux précédentes élections européennes, ces résultats indiquent que la progression globale de la gauche est de près de 3000 voix quand celle de la droite est d'environ 2000 voix. En termes de dynamique, on voit que le risque est faible.

Les mêmes résultats indiquent un total des droites avoisinant les 5000 électeurs et un total des gauches se situant autour de 7800. On peut considérer que cette élection est un indicateur insuffisant, mais quoi qu'il en soit, jusqu'ici, pas de quoi sonner le tocsin.

Prenons un autre thermomètre : au printemps dernier, un sondage est commandé, visant à tester les candidatures déclarées ou probables aux municipales de Saint-Denis. Qui a commandé ce sondage ? Mystère. On sait cependant deux choses : premièrement, ce sondage a eu lieu puisque des Insoumis ont été sondés, deuxièmement nos camarades du PCF ont accès aux résultats de ce sondage. En préambule d'une rencontre organisée à sa demande par l'équipe de Laurent Russier, nous avons demandé la communication des résultats de ce sondage. Elle nous a été refusée (drôle de façon de donner une envie d'unité, mais passons), sauf que dans l'intervalle nous avons eu les résultats du sondage : LREM y est créditée de 13 %, le PCF, dont la candidature est annoncée depuis 6 mois, est donné autour de 20 % comme une éventuelle liste de la FI avec Bally Bagayoko (alors que notre campagne n'a débuté publiquement que le 1^{er} septembre). Quant à EELV, ils sont donnés au niveau de LREM.

Là encore, ce sondage dit pas mal de choses, sauf une : un risque grave et imminent de basculement à droite de la ville.

Le loup socialiste (?)

S'agissant du Parti socialiste, les choses se complexifient un peu, pour plusieurs raisons. La première, c'est qu'une scission du PS siège parmi la majorité municipale avec les élu-es du PSGE. Nous y avons parfois trouvé des alliés. Mais, le plus souvent ils se sont montrés des soutiens zélés des dérapages du PCF, particulièrement s'agissant de « management de la masse salariale » municipale. Mais c'est un autre sujet.

La seconde et vraie complexité de l'objet social-libéral sur la ville vient en réalité de ses talents d'acrobate. Beaucoup de ses membres, et non des moindres, ont suivi Benoit Hamon dans sa rupture avec le PS... tout en y restant. Bref, tout en reconnaissant bien volontiers que sur une série de sujets nous avons affaire à un PS ayant moins dérivé à droite que sur d'autres villes, force est de constater, a minima, qu'on a un peu du mal à s'y retrouver. Néanmoins, additionnons les scores pour mesurer le risque : 2040 voix aux européennes, à condition de considérer les électeurs de GénérationS unanimes pour défendre les couleurs du candidat PS... et inversement puisqu'il s'agit du même. Il faut avouer que tout cela n'est pas simple. Ajoutons néanmoins l'ingrédient du « sondage mystère » évoqué plus haut. La candidature Hanotin y est flashée dans les 20 %, score élevé mais qui risque de baisser au profit du candidat LREM, déclaré depuis. Tout de même, considérant que Laurent Russier et notre

camarade Bally se trouvent dans la même zone, pas de quoi là encore crier à l'excès de vitesse social démocrate.

Avec toutes nos excuses, un paramètre récent oblige à ajouter un terme à cette équation déjà pas simple. L'hebdo *Le Point*, dans son édition de la semaine dernière annonçait que le PCF et le PS étaient proches de conclure un accord national de répartition des villes de plus de 100 000 habitants, notamment à Saint-Denis... Outre le fait que nous revoilà en plein gloubiboulga électoraliste, il y a comme une petite contradiction à nous jeter le risque social-libéral à la figure quand on négocie avec eux dans les coulisses.

(re)Prendre la démocratie au sérieux

Certes, le risque zéro n'existe pas, mais au regard de ces faits un peu têtus, on est tout de même en droit de se poser deux questions. Premièrement : prend t-on les signataires des « appels unitaires » seulement pour les fantassins d'une opération assez vaine de déstabilisation de concurrents encombrants que serait « Faire Saint-Denis en commun » et notre camarade Bally Bagayoko ? Deuxièmement, et surtout : en quoi les résultats électoraux, montrant la confiance d'un nombre très respectable de Dionysien-nes pour les insoumis-es devraient-ils les inciter à s'effacer ?

On nous parle de « bataille d'egos », mais nous n'avons d'autres ambitions que collectives, à commencer par celle-ci : être à la hauteur de la confiance de ces habitant-es qui nous ont attribué la première place à gauche pour contrer la Macronnie et le Lepe-nisme. Impossible de renoncer à la responsabilité de cette place en première ligne.

On nous assène avec la force incantatoire de l'évidence que « ce qui nous différencie est trop infime pour donner lieu à une division ». Pour ce qui nous concerne, l'évidence c'est que la démocratie, le respect dû aux citoyens, ne peut se passer d'un débat complet et transparent. Cela, non pas au regard de ce qui nous oppose, mais bien de ce qui fait nos divergences. Ces divergences ne sont pas absolument insurmontables mais elles sont bien réelles.

Décidément, nous l'avons vu, cette ville ne fait jamais rien comme les autres. Or, ce n'est pas à cette réalité de s'adapter à l'application paresseuse des recettes traditionnelles de la tambouille politicienne même « de gauche ». Les urgences sociales, démocratiques et écologiques auxquelles nous devons faire face exigent que nous soyons à la hauteur de l'inventivité de notre territoire.

Nous considérons, enfin, que rien ne justifie la dramatisation du débat démocratique. Les partisans, dont nous sommes, de l'orientation portée par la France insoumise, de fédération populaire avec la liste citoyenne « Faire Saint-Denis en commun », n'ont aucunement vocation à « se déchirer » avec les tenants d'une liste PCF menée par Laurent Russier, comme le redoute le collectif « Union et fraternité ». Le débat est indispensable, les déchirements ne sont utiles à personne. Prenons tous bien garde de ne pas insulter l'avenir.

Pour notre part, nous continuerons à débattre avec toute la gauche, en toute transparence et fraternité. Cela vaut pour la campagne comme pour l'entre-deux tour. Mais nous préférons prévenir dès aujourd'hui que, quoi qu'il arrive, nous refuserons les arrangements en coulisses et autres accords d'appareils sur le dos des Dionysien-nes. Toutes nos discussions seront transparentes. C'est pourquoi nous pouvons assurer chacun-e d'une chose : notre ennemi c'est la droite et l'extrême droite. Et justement, parce que notre ambition collective est d'être en première ligne de cet affrontement, nous prendrons toutes nos responsabilités pour que la victoire revienne au peuple.

Saint-Denis le 28 octobre 2019,

Conchita Diez-Soto-Diez, conseillère municipale,
Vincent Huet, maire-adjoint,
Etienne Penissat, conseiller municipal,
Martine Rogeret, conseillère municipale et territoriale.